



DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

N° 2024/196

COMMUNE DE CHORGES

OBJET : ARRETE DE MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Arrêté municipal n°196/2024 du 23/12/2024 portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme à la suite de la déclaration d'utilité publique pour les travaux de construction de la ligne électrique aérienne à 225.000 Volts, entre les postes de L'Argentière la Bessée et Serre-Ponçon (Projet P4) et de la ligne électrique aérienne à 225.000 Volts, entre les postes de Grisolles et Pralong (projet P6), avec mise en compatibilité du PLU

- ARRÊTÉ MUNICIPAL -

La commune de **Chorges**,

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-54, L153-59, R153-14 et R 153-18,

Vu la délibération du conseil municipal du **14 Avril 2011** approuvant le Plan Local d'Urbanisme, ayant fait l'objet d'une Modification n°1 (M1) en date du 26 Janvier 2012, d'une Modification simplifiée n°1 du 19 Décembre 2013, d'une Modification simplifiée n°2 du 17 avril 2014 d'une Modification n°2 du 16 Avril 2015, d'une Modification simplifiée n°3 du 6 Août 2015 et d'une Modification n°3 du 11 Mars 2024,

Vu le dossier de mise en compatibilité du PLU de la commune, soumis à l'enquête publique relative à la déclaration d'utilité publique et la mise en compatibilité des projets P4 et P6 et non modifiés à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 27 Mai au 11 Juillet 2013,

Vu l'arrêté ministériel du 6 Octobre 2014, NOR DEVR1423602A déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'une ligne électrique aérienne à 225.000 Volts, entre les postes de L'Argentière la Bessée et de Serre-Ponçon (Projet P4),

Vu l'arrêté ministériel du 6 Octobre 2014, NOR DEVR1423601A déclarant d'utilité publique les travaux de construction d'une ligne électrique aérienne à 225.000 Volts, entre les postes de Grisolles et de Pralong (Projet P6)

Considérant qu'il appartient au Maire, pour la bonne information du public, de procéder à la mise à jour de son document d'urbanisme pour tenir compte de la mise en compatibilité du PLU,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Chorges** est mis à jour à la date du présent arrêté pour tenir compte de la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Chorges avec les projets P4 et P6 susvisés.

La mise à jour concerne les documents suivants :

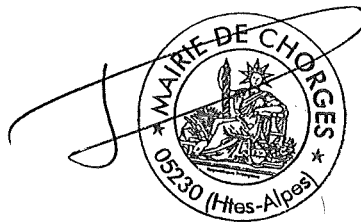
- Les plans de zonage du PLU en raison de la réduction des espaces boisés classés
- Le plan des servitude et son annexe écrite
- Le règlement écrit

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois et publié selon les règles de publicité en vigueur dans la commune.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressé à Monsieur le Préfet des Hautes-Alpes et à la Direction Départementale des Territoires (DDT) des Hautes-Alpes.

Fait à CHORGES, le 23 décembre 2024

Le Maire,
Christian DURAND



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille par courrier (31 rue Jean-François Leca – 13002 MARSEILLE) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

REÇU EN PREFECTURE

le 27/12/2024

Application agréée E-legalite.com

99_AR-005-210500401-20241223-A2024_196-A

République française

DEPARTEMENT
DES HAUTES-ALPESCOMMUNE DE CHORGES
05230**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL****Nombre des membres du
conseil municipal :**

Légal	23
En exercice	23
Présents	19
Représentés	2
Votants	21
Abstentions	0
Nombre de Suffrages exprimés :	21
Pour	21
Contre	0

SÉANCE DU 11 MARS 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 11 mars à 19h00

Le Conseil Municipal de la Commune de CHORGES dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Médiathèque de Chorges sous la Présidence de Monsieur Christian DURAND, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 07 mars 2024

Secrétaire de séance : Maxence EINAUDI

La séance s'est tenue en présence du public, et de la presse

OBJET :**DCM2024-039**
Approbation de la
Modification n°3 du PLU**Etaient présents :** Christian DURAND - Maire

Jérôme ARNAUD, Gina BERTRAND, Claude GRAS, - Adjoints au Maire

Yann BOISLEVE, Serge COMBE, Aurélien CROS, Michèle DAVID, Bénédicte DUBOYS, Maxence EINAUDI, Jérôme ESCALLIER, Simone ESPINASSE, Robert FILIPPI, Marie-Line GIRARD, Mireille GOURLAIN, Marianne JUILLET, Marie-Cécile LAINE, Michel PEYRON, Sophie ROMMENS

Etaient excusés : Albert GALDI, Sophie VERNISSAC**NOMENCLATURE :**

- 2. Urbanisme
- 2.1 Documents d'urbanisme

Ont donné pouvoir : Béatrice ZAPATERIA à Bénédicte DUBOYS, Stéphanie PEIX à Serge COMBE

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-36 et L 153-43,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du 14 Avril 2011, ayant fait l'objet d'une Modification (M1) en date du 26 Janvier 2012, d'une Modification simplifiée (MS1) au 19 Décembre 2013, d'une Modification simplifiée (MS2) au 17 avril 2014, d'une Modification (M2) au 16 Avril 2015 et d'une Modification simplifiée (MS3) au 6 Août 2015,

Vu la délibération n°DCM2022-137 du Conseil municipal en date du 1^{er} Aout 2022 prescrivant la **modification n°3 du PLU** et définissant les modalités de la concertation,

Vu la notification du projet aux personnes publiques associées en date du 19 au 20 octobre 2023,

Vu l'arrêté municipal n°2023-217 en date du 15 Novembre 2023 soumettant à enquête publique le projet de modification du Lundi 11 Décembre 2023 (9h) au Lundi 15 Janvier 2024 (17h) pour une durée de 36 jours,

Vu les pièces du dossier de PLU soumises à l'enquête publique : Rapport de présentation, Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), Règlement, Liste des emplacements réservés,

Vu le rapport d'enquête publique et les conclusions motivées du commissaire enquêteur,

Entendu l'exposé du maire présentant les motifs de la modification : Modification de la zone Uc3 de la Baie-Saint-Michel, adaptation du règlement et évolution d'emplacements réservés,

Considérant que l'ensemble des membres du Conseil Municipal a disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation,

Acte Administratif certifié exécutoire compte tenu :

REÇU EN PREFECTURE**le 14/03/2024**

Application agréée E.legalite.com

99_DE-005-210500401-20240311-DCM2024_039

Considérant que le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal avec une note annexe à la délibération explicitant les modifications apportées est prêt à être adopté, conformément à l'article L 153-43 du Code de l'Urbanisme,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- **D'APPROUVER** les modifications apportées au projet de Modification n°3 du PLU conformément à la note annexe jointe à la délibération,
- **DE L'AUTORISER** à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,

Indique que le dossier du PLU est tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures d'ouverture habituels d'ouverture,

Indique que conformément à l'article R 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera, l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,

Indique que le document d'urbanisme ainsi que la délibération qui l'approuve seront publiés sur le Géoportail de l'Urbanisme conformément à l'article L 133-1 du Code de l'Urbanisme.

Indique que la présente délibération produira ses effets juridiques, dans les communes **non couvertes** par un SCoT approuvé :

- Dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications,
- Après accomplissement de la dernière des mesures de publicité (premier jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, publication sur le Géoportail de l'Urbanisme).

La présente délibération, accompagnée du dossier de modification du PLU approuvé, sera transmise en Préfecture au titre du contrôle de légalité.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, adopte la délibération.

Le Maire,

Christian DURAND



Acte Administratif certifié exécutoire compte tenu :

REÇU EN PREFECTURE

le 14/03/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-005-210500401-20240311-DCM2024_039

DEPARTEMENT
DES HAUTES-ALPES

COMMUNE DE
CHORGES
05230

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

n° 2015/077

ARRIVÉE le

14 AOÛT 2015

Nombre de conseillers
en exercice : 23

L'an deux mille quinze
Le 6 AOÛT

DDT 05 - GAP

Présents : 18
Votants : 23

Le Conseil Municipal de la Commune de CHORGES, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur DURAND Christian, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 31 JUILLET 2015.

Secrétaire de séance : Béatrice ZAPATERIA.

OBJET :

Approbation de la
modification simplifiée n°3
du PLU : Modifications
réglementaires

Etaient présents : Christian DURAND, Maire, André DI VUOLO, Béatrice ZAPATERIA, Albert GALDI, Gina BERTRAND, Adjoint, Anne BISEAU, Robert FILIPPI, Gisèle BROCHIER, René GELE, Guy DUMARQUEZ, Pierre PERE, René VERNISSAC, Denis BURLET, Corinne SAILLARD, Jérôme ESCALLIER, Camille BONNET, Amandine POMMIER, Jessica GUIARD.

Excusés : Claude GRAS, Véronique PONS, Valérie ROUISON, Sylvie MELIN, Jérôme ARNAUD.

Ont donné pouvoir : Claude GRAS à Albert GALDI, Véronique PONS à Gina BERTRAND, Valérie ROUISON à Christian DURAND, Sylvie MELIN à Amandine POMMIER, Jérôme ARNAUD à André DI VUOLO.

PREFECTURE DES HAUTES-ALPES
ARRIVÉE

13 AOÛT 2015

Bureau du Courrier N°1

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 21 mai 2015 engageant la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU, nécessaire pour prendre en compte quelques modifications réglementaires omises dans le règlement approuvé au titre de la modification n°2.

Conformément à cette délibération, le projet de modification simplifiée n°3 du PLU a été mis à la disposition du public du 6 juillet inclus au 5 août 2015 inclus.

Cette mise à disposition a fait l'objet d'un affichage en Mairie, d'une information sur le site Internet de la Commune et d'une publication dans un journal diffusé dans le Département, à savoir le Dauphiné Libéré du 26 juin 2015.

Le dossier comprenait un rapport de présentation exposant les motifs et les corrections figurant dans la modification simplifiée et le règlement corrigé.

Aucun avis émis par les personnes publiques associées n'a été reçu et donc n'a été joint au dossier.

Le registre mis à disposition du public pendant cette période n'a reçu aucune observation. Aucune autre observation n'a été reçue par courrier postal ou électronique.

Le bilan de la concertation fait apparaître :

REÇU EN PREFECTURE

le 07/08/2015

Application agréée E-lequalite.com

005-210500401-20150808-DCM2015_077-0E

- Aucun avis reçu des personnes publiques associées,
- Aucune demande,
- Aucun avis d'Associations de défense de l'Environnement.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la modification simplifiée n°3 du PLU, sans modification du dossier mis à disposition du public,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-13-1 et L 123-13-3,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2015 engageant la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU de la commune de CHORGES.

Considérant que le bilan de la mise à disposition du public ne nécessite pas de modifier le dossier de modification simplifiée présenté,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité :

- d'approuver l'exposé du Maire,
- d'approuver la modification simplifiée n°3 du PLU telle qu'elle a été mise à la disposition du public,

Conformément aux articles R 123-24 et suivants du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier est mis à la disposition du public en Mairie ainsi qu'à la Direction Départementale des Territoires.

La présente délibération sera exécutoire à partir de la date à laquelle aura été effectuée la dernière des formalités ci-après : réception en Préfecture de la délibération d'approbation accompagnée du dossier de Modification simplifiée n°3, accomplissement des mesures de publicité, affichage en Mairie et mention de cet affichage dans un journal.

Les observations du public sont enregistrées et conservées en Mairie.

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

Acte Administratif publié et rendu exécutoire après transmission à la Préfecture.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,
Christian DURAND



REÇU EN PREFECTURE

Le 07/08/2015

Application agréée E-lespalle.com

005-210500401-20150806-DCM2015_077-DE

DEPARTEMENT
DES HAUTES-ALPES

COMMUNE DE
CHORGES
05230

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

n° 2015/039

Nombre de conseillers
en exercice : 23

L'an deux mille quinze
Le 21 MAI

Le Conseil Municipal de la Commune de CHORGES, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur DURAND Christian, Maire.

Présents : 18

Date de convocation du Conseil Municipal : 13 MAI 2015.

Votants : 22

Secrétaire de séance : Béatrice ZAPATERIA.

OBJET :

**Modification Simplifiée
n°3 du PLU : Modifications
réglementaires**

Etaient présents : Christian DURAND, Maire, André DI VUOLO, Béatrice ZAPATERIA, Albert GALDI, Gina BERTRAND, Adjoint, Anne BISEAU, Robert FILIPPI, René GELE, Guy DUMARQUEZ, Pierre PERE, René VERNISSAC, Véronique PONS, Corinne SAILLARD, Sylvie MELIN, Jérôme ARNAUD, Camille BONNET, Amandine POMMIER, Jessica GUIARD.

Excusés : Claude GRAS, Gisèle BROCHIER, Denis BURLET, Valérie ROUISON, Jérôme ESCALLIER.

Ont donné pouvoir : Claude GRAS à Jessica GUIARD, Denis BURLET à Gina BERTRAND, Valérie ROUISON à Christian DURAND, Jérôme ESCALLIER à Guy DUMARQUEZ.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été approuvé le 14 avril 2011. Il a ensuite fait l'objet de :

- Modification n°1 du PLU : le 26 Janvier 2012
- Modification Simplifiée n°1 du PLU : le 19 Décembre 2013
- Modification Simplifiée n°2 du PLU : le 17 Avril 2014
- Modification n°2 du PLU : le 16 Avril 2015

Monsieur le Maire explique qu'il convient de procéder à une modification simplifiée du PLU pour faire évoluer le règlement en supprimant entre autres la disposition qui imposait au minimum 25 % de surface de plancher affecté à des services ou commerces. Or, vu la conjoncture actuelle, cette mesure est de nature à bloquer certains projets. Il convient donc de la supprimer pour ne pas remettre en cause le développement communal. D'autres évolutions réglementaires pourront se greffer sur cette modification simplifiée.

Une procédure de modification simplifiée du PLU est adaptée à ces corrections.

Conformément aux articles L 123-13-1 et L 123-13-3 du Code de l'Urbanisme, l'engagement de cette procédure est à l'initiative de

Monsieur le Maire mais il appartient au Conseil Municipal de préciser les modalités de mise à disposition du public.

Le projet de Modification Simplifiée n°3 du PLU sera notifié aux personnes publiques associées et mis à disposition du public en Mairie pendant une durée d'au moins un mois.

A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Maire en présentera le bilan devant le Conseil Municipal qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et les observations du public par délibération motivée.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Le Conseil Municipal décide :

- d'approuver l'exposé de M. le Maire et d'entériner l'engagement de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- de retenir les modalités suivantes de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée :
 - o Le dossier comprendra un rapport de présentation exposant les motifs et les corrections figurant dans la modification simplifiée et le règlement. Il pourra également comprendre les avis émis par les personnes publiques associées si de tels avis écrits sont reçus en mairie.
 - o L'information sur la mise à disposition du public fera l'objet d'un affichage en mairie et d'une publication dans un journal diffusé dans le département, au moins huit jours avant le début de la mise à disposition. Cette mise à disposition d'une durée d'un mois devrait intervenir dans les semaines qui viennent. Le public sera informé qu'il peut consulter le dossier en mairie, de la date de début et de fin de la mise à disposition (au moins pendant un mois) et des moyens de faire connaître ses observations (sur un registre spécial mis à disposition en Mairie ou par courrier postal ou électronique adressé à la mairie).
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour procéder à tous actes nécessaires à cette procédure.

Et les membres présents ont signé au registre après lecture.

Acte Administratif publié et rendu exécutoire après transmission à la Préfecture.

Pour extrait certifié conforme
Le Maire,
Christian DURAND

